



Angola: perspectives ambitieuses pour 2019

José Dias Coelho, Head of EAM & Africa Desk, Millennium Banque Privée. Publié dimanche 20 janvier 2019 à 21:10, modifié lundi 21 janvier 2019 à 09:43.

Plus d'une année après son élection, le président, João Lourenço, a entamé une politique ambitieuse de développement et de promotion du pays dans l'économie internationale. Les défis sont nombreux. Les opportunités aussi.

L'Angola est en plein «momentum». Tout est à reconstruire pour le gouvernement. Premier chantier: inverser les indicateurs économiques négatifs et remettre le pays sur le chemin du progrès et de la croissance.

Lire aussi:

Deux points faibles pèsent particulièrement sur l'économie angolaise. Le premier concerne la dépendance à la production et au prix du pétrole: le pays a été particulièrement impacté par la chute de 2014. Le second concerne la politique de changes: un taux officiel moins attractif que le taux officieux accentue les déséquilibres macroéconomiques et le taux d'inflation, lequel atteignait les 47% en 2016 et devrait se situer à un niveau encore élevé de 19% en 2018. L'économie demeure en récession: en 2018, le PIB sera négatif pour la quatrième année consécutive (-1,1%). Le stock de dette publique se situera à 70% du PIB, soit le double de 2013. Pour l'année en cours, le budget a bénéficié d'un prix du pétrole à 72 dollars, alors qu'il tablait sur 50 dollars. Par contre, la production pétrolière a chuté de 1,7 à 1,5 million

de barils. Malgré ce contexte, le pays affiche des signes très prometteurs pour l'avenir.

Plan de développement jusqu'à 2022

Le gouvernement Lourenço a lancé un ambitieux «Plan de développement 2018-2022», qui prévoit une croissance économique stable. Il souhaite diversifier l'économie en misant sur des secteurs non pétroliers tels que l'agriculture, la pêche et les minéraux. Ce programme se décline aussi sur plusieurs axes: développement humain (lutte contre la pauvreté, éducation), équilibre des comptes publics, avec notamment l'introduction de la TVA en 2019, infrastructures de base (logistique, énergie, eau, télécommunications), démocratie et Etat de droit (gestion publique transparente, lutte contre la corruption et le clientélisme), ainsi que décentralisation des services de l'Etat. Par ailleurs, une nouvelle loi de soutien à l'investissement privé local a abouti à la création de fonds publics à usage privé comme le FND (Fonds national de développement) et le FADA, destiné au développement agricole.

Le budget 2019 comptera sur une aide financière et technique du FMI. Le gouvernement, qui s'engage à le respecter, est donc conscient des exigences élevées. Comme première mesure forte, il lancera une politique de privatisations partielles d'entreprises publiques, afin de gagner en compétitivité. Associée à une plus grande diversité des revenus fiscaux, une meilleure gestion de la dette et le développement de

l'économie intérieure, cette mesure permettra de placer des fonds en priorité sur l'éducation, la santé et les infrastructures publiques.

Perspectives macroéconomiques 2019 encourageantes

La volonté de M. Lourenço est claire: regagner la confiance des investisseurs et augmenter la production locale pour réduire les importations. En 2019, l'agriculture (outils, machines, insecticide, engrais), les minéraux et la pêche offrent les meilleures opportunités. Le PIB réel estimé est de 2,8% (en dessous des 5% prévus par le FMI pour les pays émergents). L'inflation, à 15%, devrait passer sous les 10% après 2021. La production diamantaire restera stable, tandis que celle du pétrole et du gaz naturel liquéfié repartira en légère hausse (3%).

Le succès du budget 2019 dépendra en particulier du prix du pétrole - le budget se base de manière optimiste sur un baril à 68 dollars -, de la capacité de l'économie à s'adapter aux remèdes du FMI et enfin de la stabilité politique et sociale.

Côté bonnes surprises, la promotion que M. Lourenço fait du pays aux quatre coins du monde pourrait porter ses fruits au-delà des espérances. Surtout, les privatisations sont un signal fort qui positionne le pays dans le radar des investisseurs. Par ailleurs, le rapatriement des capitaux en cours et les impôts sur les capitaux déposés à l'étranger offriront un bonus non prévu dans le budget.

L'exercice budgétaire 2019 s'annonce très ambitieux. Avec l'aide du FMI et une surveillance étroite, il y a de quoi être optimiste. Le développement du marché des capitaux sera crucial pour attirer les investisseurs étrangers et enseigner ainsi aux entreprises locales les best practices internationales, notamment en matière de comptabilité.

Les institutions et les instruments juridiques se mettent en place. La confiance se gagnera petit à petit. Pour les PME, les opportunités sont aujourd'hui présentes. Le président Lourenço gouverne non seulement pour son peuple, mais aussi pour la communauté internationale. Qu'attendre pour saisir les opportunités?